

1<sup>er</sup> décembre 2021

## **Afghanistan : Le renseignement militaire entre 1978 et 1992**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Contexte politique.....	3
2. Les services en charge du renseignement militaire .....	3
2.1. Le KhAD/WAD.....	3
2.1.1. Généralités .....	3
2.1.2. Le KhAD-e-Nezami.....	5
2.2. La Direction du renseignement du ministère de la Défense et le service de contre-espionnage militaire.....	6
3. Des poursuites pénales pour torture et crimes de guerres contre des officiers du KhAD-e Nezami aux Pays-Bas .....	7
Bibliographie.....	8

**Résumé :** Plusieurs sources soutiennent qu'entre 1979 et 1992, le renseignement militaire est exercé par la direction militaire du Comité de la Sécurité de l'Etat (*KhAD-e Nezami*), puis la même direction au ministère de la Sécurité de l'Etat (WAD). Néanmoins, d'autres sources mentionnent des services de renseignement militaire sous d'autres appellations sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude s'il s'agit d'organisations distinctes. Trois officiers supérieurs du *KhAD-e Nezami* ont été poursuivis aux Pays-Bas pour des actes de tortures et des crimes de guerre.

**Abstract :** Several sources maintain that between 1979 and 1992 military intelligence was exercised by the military branch of the State Security Committee (*KhAD-e Nezami*), and then by the same branch at the Ministry of State Security (WAD). However, other sources mention military intelligence services under other names without it being possible to determine with certainty whether they are separate organizations. Three senior *KhAD-e Nezami* officers were prosecuted in the Netherlands for acts of torture and war crimes.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Contexte politique

En 1973, le roi Zahir Shah est renversé par son cousin et ex-Premier ministre, Mohammad Daoud Khan, qui instaure un régime républicain autoritaire. S'il lance de vastes réformes avec l'appui du parti marxiste afghan, le Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA), Daoud s'attire la méfiance de l'URSS, allié traditionnel, lorsqu'il cherche le soutien d'autres puissances<sup>1</sup>. En 1978, au terme de la révolution dite de « Saur »<sup>2</sup>, le PDPA prend le pouvoir et se trouve bientôt confronté à des luttes intestines et à une rébellion, majoritairement islamiste, hostile à ses réformes radicales<sup>3</sup>. Cette instabilité grandissante précipite l'intervention militaire de l'URSS en 1979. S'en suivent dix ans d'une guerre meurtrière et d'exactions répétées contre les populations civiles, dans le but de mater la guérilla déterminée des mouvements islamistes dits *moudjahidines* et appuyés par le Pakistan et le bloc de l'Ouest<sup>4</sup>.

Après le retrait de l'armée soviétique du pays en 1989, le régime du président Najibullah, tentative de synthèse entre socialisme et islamisme, parvient à se maintenir au pouvoir, mais l'effondrement de l'URSS le prive de tout soutien financier<sup>5</sup>. Il ne résiste alors plus à la pression des groupes moudjahidines qui instaurent un État islamique en 1992, mais se sont avérés incapables de s'entendre<sup>6</sup>. Le pays sombre dans une guerre civile qui aboutit à la destruction d'une large partie de Kaboul et à une aggravation des tensions ethniques dont la société afghane souffre encore aujourd'hui<sup>7</sup>.

## 2. Les services en charge du renseignement militaire

**Les différentes sources publiques mentionnent le ou les organes en charge du renseignement militaire durant la période communiste de l'Afghanistan, et plus particulièrement après l'invasion soviétique, sous des noms et des acronymes différents, sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude s'il s'agit d'un seul ou de plusieurs organes.**

### 2.1. Le KhAD/WAD

#### 2.1.1. Généralités

Dès avril 1978, les autorités communistes afghanes se dotent d'un service de sécurité et de renseignement d'inspiration soviétique, l'Agence afghane pour la sauvegarde de l'intérêt national (*Afghanistan da Gato da Saatane Adara* ou l'*Afghan Agency for Safeguarding National Interest*, **AGSA**), qui est remplacée en septembre 1979 par le Comité pour la Sécurité Nationale (*Komite-ye Amniyat-e Melli / Committee for National Security*, **KAM** ou selon certaines sources *Kargarano Amniyyati Mu'assassa / Workers' Intelligence Service*)<sup>8</sup>. En décembre 1979, après l'invasion soviétique, le KAM est remplacé par un groupe informel de membres du parti communiste afghan soutenus par les Soviétiques, qui fondent en janvier 1980 le Comité de la Sécurité de l'Etat (*Khadamat-e Aetla'at-e Dawlati* ou *Committee of State Security*, **KhAD**)<sup>9</sup>. En 1986, le KhAD devient un ministère indépendant, le ministère de la Sécurité de l'Etat (*Wezarat-e Amniyat-e Dowlati* ou *Ministry of State Security*, **WAD**),

---

<sup>1</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>2</sup> Du nom du mois du calendrier afghan au cours de laquelle elle est survenue.

<sup>3</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>4</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; The Institute of World Politics, 18/12/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>5</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; The Institute of World Politics, 18/12/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>6</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; The Institute of World Politics, 18/12/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>7</sup> Britannica, s. d., [url](#) ; The Institute of World Politics, 18/12/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

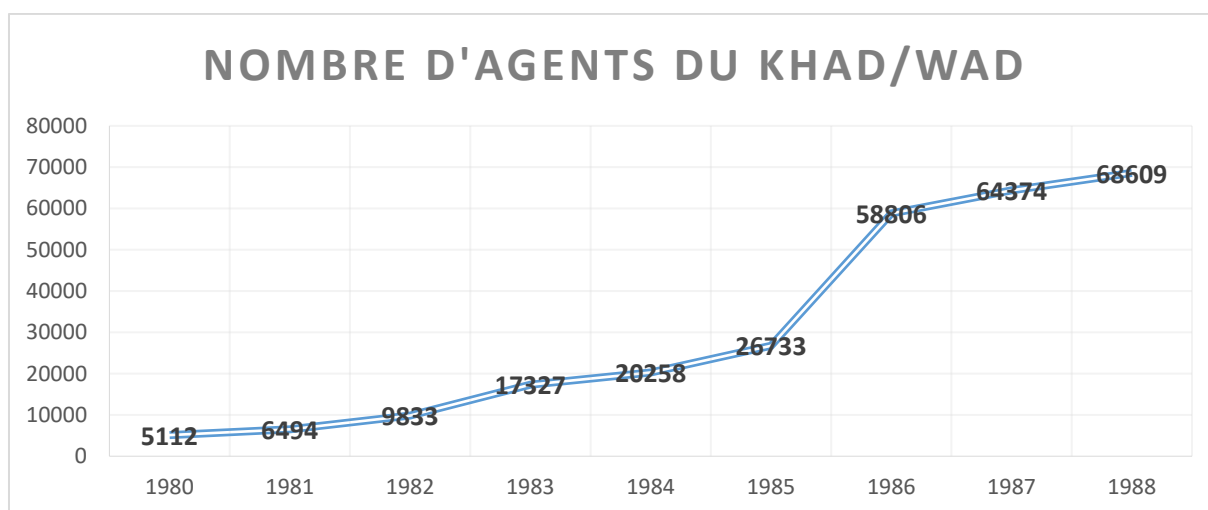
<sup>8</sup> Gregory FEIFER, 2009, p. 25 ; Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 1-2, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>9</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 1-2, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12 et 15, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

qui se maintient jusqu'à la chute du régime communiste en 1992<sup>10</sup>. Ces services sont dirigés successivement par :

- Azadullah Sawari d'avril 1978 à septembre 1979
- Aziz Ahmad Akbari et Azadullah Amin, fin 1979
- Mohammad Najibullah, de décembre 1979 à novembre 1985,
- Ghulam Faruq Yaqubi, à partir de novembre 1985<sup>11</sup>.

Le KhAD puis le WAD sont construits sur l'exemple du Comité pour la Sécurité de l'Etat soviétique (KGB), qui y dispose de conseillers contrôlant largement l'organisation au moins jusqu'en 1986, et sont subdivisés en plusieurs directions en charge du renseignement intérieur et extérieur, mais aussi de la propagande, de la contre-insurrection, de la police et du renseignement militaire<sup>12</sup>. Des membres du KhAD/WAD sont présents dans chaque ministère, administration, agglomération et ambassade afghane à l'étranger<sup>13</sup>. Le KhAD/WAD dispose également de départements dans chaque province afghane pouvant compter jusqu'à 1 000 personnes et organisés suivant les mêmes directions que le bureau central du KhAD/WAD. Au milieu des années 1980, entre 15 000 et 30 000 personnes travaillent pour le KhAD/WAD, voire entre 60 000 et 90 000 en comptant ses informateurs<sup>14</sup>. Selon la chercheuse Olga OLIKER, le nombre de personnes travaillant pour la KHAD/WAD augmente fortement au cours des années 1980<sup>15</sup> :



(Infographie : DIDR/OFPPRA ; Source: Olga OLIKER, 2011, p. 33, [url](#))

Le KhAD/WAD, qui dispose de forces armées militaires et dont le personnel bénéficie d'un grade militaire, recrute sur la base de « l'expérience et de la recommandation personnelle de deux officiers du KhAD/WAD ». Tous les officiers doivent être membres du parti communiste afghan (PDPA) et suivre un entraînement, particulièrement violent, à Kaboul, Tachkent (Ouzbékistan) ou Moscou (Fédération de

<sup>10</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 1-2, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ;

<sup>11</sup> Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 5-12, [url](#) ;

<sup>12</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 2-4, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 12-14, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ;

<sup>13</sup> Kakar, M. Hassan, 1995, Chap. 9, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ;

<sup>14</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 2-4, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, p. 12-14, [url](#) ; Kakar, M. Hassan, 1995, Chap. 9, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ;

<sup>15</sup> Olga OLIKER, 2011, p. 33, [url](#)

Russie), selon leur grade<sup>16</sup>. Le KhAD/WAD emploie également des femmes<sup>17</sup>. Les agents du KhAD et du WAD doivent faire preuve d'une loyauté absolue à l'organisation et au régime communisme afghan, sous peine de mort<sup>18</sup>.

Plusieurs sources dénoncent les nombreuses atteintes aux droits humains commises par les directions opérationnelles du KhAD, en particulier des arrestations arbitraires, le recours à la torture et des exécutions extrajudiciaires<sup>19</sup>. Pour plus d'information sur l'organisation du KhAD/WAD et les nombreuses exactions recensées, se conférer à :

- Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, "Afghanistan – Security services in Communist Afghanistan (1978-1992) : AGSA, KAM, KhAD and WAD", 26/04/2001, 38p., [url](#) ;
- Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, "Note on the Structure and Operation of the KhAD/WAD in Afghanistan 1978-1992", 05/2008, [url](#) ;
- Amnesty International, "Afghanistan: Torture of Political Prisoners", 11/1986, 55p., [url](#) ;

### 2.1.2. Le KhAD-e-Nezami

Le KhAD dispose de plusieurs directions tant au niveau central qu'au niveau local, notamment le **KhAD-e Nezami** ou « **military KhAD** » en charge du renseignement et de la sécurité militaire, notamment la vérification de la loyauté des troupes, la lutte contre l'infiltration des insurgés dans l'armée et la lutte contre la désertion<sup>20</sup>. Le **KhAD-e Nezami** est une direction autonome, sous l'autorité du ministère de la Défense, mais qui conserve ses liens hiérarchiques avec le KhAD<sup>21</sup>. Lors de sa création en 1986, le WAD est réorganisé en trois directions générales, dont la Direction générale pour la sécurité militaire, correspondant aux attributions et à l'organisation du KhAD-e Nezami<sup>22</sup>. Selon le chercheur Gilles DORRONSORO, le KhAD et l'armée afghanes entretiennent une relation de défiance en raison de la proximité du KhAD avec le KGB<sup>23</sup>.

Plusieurs sources soutiennent que le KhAD-e Nezami dispose de centres de détention distincts des autres centres de détention du KhAD, au moins dans la ville de Kaboul et dans une base militaire à Kandahar<sup>24</sup>. L'organisation de défense des droits humains Amnesty International y relate des faits de torture au début des années 1980<sup>25</sup>.

Dans les années 1980, selon la justice néerlandaise, le KhAD-e Nezami est dirigée par :

- Hesam Heshamuddin, directeur général du KhAD-e Nezami, puis ministre adjoint du WAD de 1982 à 1990<sup>26</sup>,

---

<sup>16</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 5 et 7-9, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p. 15, 17-18, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ;

<sup>17</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 5 et 7-9, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p. 18, [url](#) ;

<sup>18</sup> Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p. 28, [url](#) ;

<sup>19</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 6, [url](#) ; Kakar, M. Hassan, 1995, Chap. 9, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 32-35, [url](#) ; Gregory FEIFER, 2009, p. 147 ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>20</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 3, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p.15-16, [url](#) ; Amnesty International, 11/1986, p. 9, [url](#) ; Ms. Diva Patang, 17/02/2020, [url](#) ; International crimes database, s. d. [1], [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>21</sup> Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, 05/2008, p. 3, [url](#) ; Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p.15-16, [url](#) ; Amnesty International, 11/1986, p. 9, [url](#) ; Adrian Hänni, Thomas Riegler et Przemyslaw Gasztold, 17/09/2020, [url](#) ; Ms. Diva Patang, 17/02/2020, [url](#) ;

<sup>22</sup> Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, 26/04/2001, p.15-16, [url](#) ;

<sup>23</sup> Gilles DORRONSORO, 2005, p. 177, [url](#) ;

<sup>24</sup> Kakar M. Hassan, 1995, Chap. 9, [url](#) ; Amnesty international, p. 5-6, 05/12/1984, [url](#) ;

<sup>25</sup> Amnesty international, p. 5-6, 05/12/1984, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>26</sup> International crimes database, s. d. [1], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [1], [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 35-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

- Habibullah Jalalzoy, chef du département des interrogatoires du KhAD-e Nezami de 1979 à 1989<sup>27</sup>,
- Abdullah Faqirzada, directeur adjoint du KhAD-e Nezami, en charge des aspects opérationnels, décrit comme l'un des officiers les plus cruels<sup>28</sup>.

La doctorante Diva PATANG soutient que le « renseignement militaire a été retiré du contrôle des forces armées et donné au KhAD » et que le KhAD « n'avait pas de services de renseignement rivaux »<sup>29</sup>. Pour autant, plusieurs sources mentionnent des services de contre-espionnage militaire et de renseignement militaire sous d'autres appellations sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude s'il s'agit d'organisations distinctes du KhAD-e Nezami<sup>30</sup>.

## 2.2. La Direction du renseignement du ministère de la Défense et le service de contre-espionnage militaire

Lors de la révolution de « Saur », selon le chercheur Valeri ABLAZOV, Saïd Mohammed est nommé à la tête du « département du renseignement du ministère de la Défense »<sup>31</sup>, alors que selon l'ancien agent du KGB Vasiliy MITROKHIN, les « services des contre-espionnages militaires » sont alors dirigés par intérim par A. Abbas, surnommé « Estekhbarat », sans qu'il soit possible de déterminer s'il s'agit des mêmes services<sup>32</sup>. De plus, dès août 1978, Gregory FEIFER, ancien journaliste et directeur de l'Institute of Current World Affairs, mentionne dans son livre *The Great Gamble : The Soviet War in Afghanistan* la volonté des autorités communistes, sous impulsion soviétique, de former à côté de l'AGSA une « agence de contre-espionnage subordonnée au ministère de la Défense »<sup>33</sup>. D'ailleurs, selon ce même auteur, les locaux du contre-espionnage militaire à Kaboul font partie des premiers bâtiments saisis par l'armée soviétique lors de l'intervention de l'URSS<sup>34</sup>.

Plusieurs autres sources mentionnent aussi un service de contre-espionnage militaire dans l'armée dans les années 1980<sup>35</sup> : en 1981, selon Vasiliy MITROKHIN, ce service de soutien opérationnel à l'armée afghane comptait « 560 membres [qui] contrôlaient 3 838 agents et 1 756 cooptés. Avec leur coopération 256 groupes clandestins avec 18 000 membres ont été exposés »<sup>36</sup>.

Plusieurs sources soutiennent enfin qu'en 1985, le **général Khalil, directeur de la Direction du renseignement du ministère de la Défense** (ou de l'Etat-major afghan, selon les sources), et 8 de ses officiers sont arrêtés pour avoir collaboré avec les moudjahidines<sup>37</sup>. Selon plusieurs auteurs, il était un informateur du commandant insurgé afghan Ahmad Shah Massoud et lui transmettait à l'avance des informations sur les attaques prévues par l'armée afghane contre lui<sup>38</sup>.

---

<sup>27</sup> International crimes database, s. d. [2], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [2], [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 35-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>28</sup> Blanco Cordero Isidoro, Revue internationale de droit pénal, 2008, p. 13-57, [url](#) ; Les Nouvelles d'Afghanistan, 08/2007, p. 25, [url](#) ; Kabul Press, s. d., [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 35-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>29</sup> Ms. Diva Patang, 17/02/2020, [url](#) ;

<sup>30</sup> Gregory FEIFER, 2009, p.27-28 ; Valeri ABLAZOV, 2007, [url](#) ; Olga OLIKER, 2011, p. 38, [url](#) ; Vasiliy Mitrokhin, 07/2002, p. 138, [url](#) ; Ali Ahmad Jalali et Lester W. Grau, 1999, p. 402, [url](#) ; Rodric Braithwaite, 2011, [url](#) ; JOHN G. THORNE, 06/2013, p. 67, [url](#) ;

<sup>31</sup> Valeri ABLAZOV, 2007, [url](#) ;

<sup>32</sup> Vasiliy Mitrokhin, 07/2002, p. 28, [url](#) ;

<sup>33</sup> Gregory FEIFER, 2009, p.27-28 ;

<sup>34</sup> Gregory FEIFER, 2009, p. 71-72 ;

<sup>35</sup> Olga OLIKER, 2011, p. 38, [url](#) ; Vasiliy Mitrokhin, 07/2002, p. 138, [url](#) ;

<sup>36</sup> Vasiliy Mitrokhin, 07/2002, p. 138, [url](#) ;

<sup>37</sup> Ali Ahmad Jalali et Lester W. Grau, 1999, p. 402, [url](#) ; Rodric Braithwaite, 2011, [url](#) ; JOHN G. THORNE, 06/2013, p. 67, [url](#) ;

<sup>38</sup> Rodric Braithwaite, 2011, [url](#) ; JOHN G. THORNE, 06/2013, p. 67, [url](#) ;

### 3. Des poursuites pénales pour torture et crimes de guerres contre des officiers du KhAD-e Nezami aux Pays-Bas

Dans les années 1990, des officiers supérieurs du KhAD-e Nezami se réfugient aux Pays-Bas pour y demander l'asile, mais sont exclus du bénéfice de l'asile en raison de soupçons de crimes de guerre et d'actes de torture commis dans les années 1980<sup>39</sup>. Dans les années 2000, ils sont arrêtés et poursuivis par la justice néerlandaise sur la base des nombreux témoignages<sup>40</sup> :

- Hesam Heshamuddin est arrêté en novembre 2004 et condamné à 12 ans d'emprisonnement en octobre 2005 pour avoir torturé, fait torturer et laissé torturer par ses subordonnés des prisonniers, au moins entre 1982 et 1990, par des coups, des viols, la privation de sommeil, l'électrocution, la section de doigts et le maintien dans le froid durant plusieurs jours, notamment dans les locaux du renseignement militaire (KhAD-e-Nezami) à Kaboul. Cette condamnation est confirmée en appel et en cassation<sup>41</sup>.
- Habibullah Jalalzoy est condamné à 9 ans d'emprisonnement en octobre 2005 pour des faits similaires de torture. Cette condamnation est confirmée en appel et en cassation<sup>42</sup>.
- Abdullah Faqirzada est poursuivi en 2006 pour des crimes de guerre et des actes de torture, commis personnellement ou sous son contrôle. Il est acquitté faute de preuves suffisantes en juin 2007<sup>43</sup>.

Pour plus d'informations sur les actes et méthodes de torture des officiers du KhAD-e Nezami, se conférer aux témoignages cités dans :

- Pays-Bas, The Hague District Court, "Judgment of the Hague District Court in the Case of Public Prosecutor's Office Number 09/751005-04 (Afghanistan)", 14/10/2005, [url](#).
- The Afghanistan Justice Project, "Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001", 2005, p. 35-38, [url](#)

---

<sup>39</sup> International crimes database, s. d. [1], [url](#) ; International crimes database, s. d. [2], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Kabul Press, s. d., [url](#) ; Pays-Bas, The Hague District Court, 14/10/2005, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>40</sup> International crimes database, s. d. [1], [url](#) ; International crimes database, s. d. [2], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [1], [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [2], [url](#) ; Kabul Press, s. d., [url](#) ; Pays-Bas, The Hague District Court, 14/10/2005, [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 37-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>41</sup> International crimes database, s. d. [1], [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [1], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Cour Pénale Internationale, 2010, p. 10-11, [url](#) ; Pays-Bas, The Hague District Court, 14/10/2005, [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 37-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>42</sup> International crimes database, s. d. [2], [url](#) ; Pays-Bas, Judicial system Netherlands, 27/02/2007 [2], [url](#) ; Radio Free Europe/ Radio Liberty, 19/10/2005, [url](#) ; Cour Pénale Internationale, 2010, p. 10-11, [url](#) ; Pays-Bas, The Hague District Court, 14/10/2005, [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 37-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;

<sup>43</sup> International crimes database, s. d. [3], [url](#) ; Blanco Cordero Isidoro, *Revue internationale de droit pénal*, 2008, p. 13-57, [url](#) ; Les Nouvelles d'Afghanistan, 08/2007, p. 25, [url](#) ; Kabul Press, s. d., [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 2005, p. 37-38, [url](#) ; Ehsan Qaane, 25/03/2020, [url](#) ;



## Bibliographie

Sites web consultés en (mois) 2021.

### Organisations intergouvernementales

Cour Pénale Internationale, « Questions relatives à l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal) - Réponse du Royaume de Belgique à la question posée par M. le juge Greenwood », 2010  
<https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/144/17641.pdf>

Nations Unies, Haut-Commissariat aux Réfugiés, « Note on the Structure and Operation of the KhAD/WAD in Afghanistan 1978-1992 », 05/2008  
<https://www.refworld.org/pdfid/482947db2.pdf>

### Institutions nationales

Pays-Bas, Judicial system Netherlands, « ECLI:NL:GHSGR:2007:AZ9365 », 27/02/2007 [1]  
<https://uitspraken.rechtspraak.nl/inziendocument?id=ECLI:NL:GHSGR:2007:AZ9365>

Pays-Bas, Judicial system Netherlands, « ECLI:NL:GHSGR:2007:AZ9366 », 27/02/2007 [2]  
<https://uitspraken.rechtspraak.nl/inziendocument?id=ECLI:NL:GHSGR:2007:AZ9366>

Pays-Bas, The Hague District Court, « Judgment of the Hague District Court in the Case of Public Prosecutor's Office Number 09/751005-04 (Afghanistan) », 14/10/2005  
[https://www.refworld.org/cases,NL\\_HDC,440713f14.html](https://www.refworld.org/cases,NL_HDC,440713f14.html)

Pays-Bas, Ministry of Foreign Affairs, Asylum and Migration Division, « Afghanistan – Security services in Communist Afghanistan (1978-1992) : AGSA, KAM, KhAD and WAD », 26/04/2001, 38p.  
<https://www.refworld.org/pdfid/467006172.pdf>

### Organisations non gouvernementales

The Afghanistan Justice Project, « Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001 », 2005  
[https://www.opensocietyfoundations.org/uploads/291156cd-c8e3-4620-a5e1-d3117ed7fb93/ajpreport\\_20050718.pdf](https://www.opensocietyfoundations.org/uploads/291156cd-c8e3-4620-a5e1-d3117ed7fb93/ajpreport_20050718.pdf)

Amnesty International, « Afghanistan: Torture of Political Prisoners », 11/1986, 55p.  
<https://www.refworld.org/docid/47dfaf10.html>

Amnesty international, « DOSSIER TORTURE », p. 5-6, 05/12/1984  
<https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/06/nws210121984fr.pdf>

### Ouvrages

Adrian Hänni, Thomas Riegler et Przemyslaw Gasztold, « Terrorism in the Cold War: State Support in Eastern Europe and the Soviet Sphere of Influence », Bloomsbury Publishing, 17/09/2020, 224p.  
[https://books.google.fr/books?id=RYvzDwAAQBAJ&pg=PT47&lpg=PT47&dq=KhaD-e-Nezami+\(&source=bl&ots=4HujzTmANf&sig=ACfU3U3Ekh-YI0X7VkmyB0Env-Bmnwt\\_5w&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiSiP2Yzq70AhUOSvEDHZw3B-QQ6AF6BAgTEAM#v=onepage&q=KhaD-e-Nezami%20\(&f=false](https://books.google.fr/books?id=RYvzDwAAQBAJ&pg=PT47&lpg=PT47&dq=KhaD-e-Nezami+(&source=bl&ots=4HujzTmANf&sig=ACfU3U3Ekh-YI0X7VkmyB0Env-Bmnwt_5w&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiSiP2Yzq70AhUOSvEDHZw3B-QQ6AF6BAgTEAM#v=onepage&q=KhaD-e-Nezami%20(&f=false)

Olga OLIKER, « Building Afghanistan's Security Forces in Wartime : The Soviet Experience », RAND Corporation, 2011, 128p.  
[https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2011/RAND\\_MG1078.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2011/RAND_MG1078.pdf)

Rodric Braithwaite, « Afgantsy: The Russians in Afghanistan 1979-1989 », Profile Books Ltd, 2011  
<http://www.maxima-library.org/mob/b/41565?format=read>



Gregory FEIFER, « The Great Gamble : The Soviet War in Afghanistan », Harper Collins, 2009, 336p.

Gilles DORRONSORO, « Revolution Unending: Afghanistan, 1979 to the Present », C. Hurst & Co. Publishers, 2005, 370p.

[https://books.google.fr/books?id=FApipiENsgwC&pg=PA177&lpg=PA177&dq=Bad+relation+Army+KhAD&source=bl&ots=zavbXTacUO&sig=ACfU3U3XvTZnaOjUZY80HPXu0fYkRloCOA&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiayu\\_fz670AhVKhRoKHRuACz8Q6AF6BAgQEAM#v=onepage&q=Bad%20relation%20Army%20KhAD&f=false](https://books.google.fr/books?id=FApipiENsgwC&pg=PA177&lpg=PA177&dq=Bad+relation+Army+KhAD&source=bl&ots=zavbXTacUO&sig=ACfU3U3XvTZnaOjUZY80HPXu0fYkRloCOA&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiayu_fz670AhVKhRoKHRuACz8Q6AF6BAgQEAM#v=onepage&q=Bad%20relation%20Army%20KhAD&f=false)

Ali Ahmad Jalali et Lester W. Grau, « The Other Side of the Mountain: Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War », U.S. Marine Corps, Studies and Analysis Division, 1999, 419p.

[https://books.google.fr/books?id=XILyYPv\\_3a0C&pg=PA402&lpg=PA402&dq=communist+afghanista+n+general+khalil&source=bl&ots=AadtF-npDc&sig=ACfU3U1fDVQ6v2vuYpwpSllrUq7g\\_LNObQ&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwi9wcGW46v0AhUixYUKHSSaC684KBD0AXoECBMQAw#v=onepage&q=communist%20afghanistan%20general%20khalil&f=false](https://books.google.fr/books?id=XILyYPv_3a0C&pg=PA402&lpg=PA402&dq=communist+afghanista+n+general+khalil&source=bl&ots=AadtF-npDc&sig=ACfU3U1fDVQ6v2vuYpwpSllrUq7g_LNObQ&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwi9wcGW46v0AhUixYUKHSSaC684KBD0AXoECBMQAw#v=onepage&q=communist%20afghanistan%20general%20khalil&f=false)

Kakar, M. Hassan, « Afghanistan: The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982 », Berkeley: University of California Press, 1995

<https://publishing.cdlib.org/ucpressebooks/view?docId=ft7b69p12h&chunk.id=ch09&toc.depth=1&toc.id=ch09&brand=ucpress>

### Think tanks, universités et centres de recherches

The Institute of World Politics, « Mass Murder in Afghanistan: 40 Years of Conflict », 18/12/2020

<https://www.iwp.edu/articles/2020/12/18/mass-murder-in-afghanistan-40-years-of-conflict/>

Ehsan Qaane, « Afghan War Crimes Trials in The Netherlands: Who are the suspects and what have been the outcomes? », 25/03/2020

<https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/rights-freedom/afghan-war-crimes-trials-in-the-netherlands-who-are-the-suspects-and-what-have-been-the-outcomes/>

Ms. Diva Patang, « Afghanistan Intelligence War », Wild Blue Yonder, Air University, 17/02/2020

<https://www.airuniversity.af.edu/Wild-Blue-Yonder/Article-Display/Article/2072075/afghanistan-intelligence-war/#sdcndnote37sym>

JOHN G. THORNE, « NO GREEN-ON-BLUE AGAINST THE REDS?: ORGANIZATIONAL STRATEGIES BEHIND INSIDER ATTACKS IN AFGHANISTAN », SCHOOL OF ADVANCED AIR AND SPACE STUDIES, AIR UNIVERSITY, 06/2013, 122p.

<https://www.hsdl.org/?view&did=811977>

Blanco Cordero Isidoro, « Compétence universelle. Rapport général », Revue internationale de droit pénal, 2008, p. 13-57.

<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-droit-penal-2008-1-page-13.htm>

Valeri ABLAZOV, « Орлы Афганистана в первые годы войны » [Les Aigles d'Afghanistan dans les premières années de la guerre], 2007

<http://www.airwar.ru/history/locwar/afgan/afgan1/afgan1.html>

Vasiliy Mitrokhin, « The KGB in Afghanistan », Cold War International History Project, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 07/2002, 176p.

<https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/WP40-english.pdf>

### Médias

Les Nouvelles d'Afghanistan, « Dernières nouvelles », n°118, 08/2007, p. 25

[https://afrane.org/wp-content/uploads/2021/04/2007\\_NouvellesdAfghanistan\\_118.pdf](https://afrane.org/wp-content/uploads/2021/04/2007_NouvellesdAfghanistan_118.pdf)

Radio Free Europe/ Radio Liberty, « Afghanistan: Dutch Verdicts Could Reopen Old Wounds », 19/10/2005

<https://www.rferl.org/a/1062265.html>

Kabul Press, « National Crimes Squad Arrests - Afghan suspect of War Crimes », s. d.

[https://www.kabulpress.org/English\\_letters16.htm](https://www.kabulpress.org/English_letters16.htm)

### **Autres sources**

Britannica, « Afghanistan », s. d.

<https://www.britannica.com/place/Afghanistan/Civil-war-communist-phase-1978-92>

International crimes database, « The Public Prosecutor v. Heshamuddin Hesam », s. d. [1]

<https://www.internationalcrimesdatabase.org/Case/1020/H/>

International crimes database, « The Public Prosecutor v. Habibullah Jalalzoy », s. d. [2]

<https://www.internationalcrimesdatabase.org/Case/1025/J/>

International crimes database, « Public Prosecutor v. Abdullah Faqirzada », s. d. [3]

<https://www.internationalcrimesdatabase.org/Case/1000/F/>